

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

**DECRET N°2020- 0003 /PRES/PM/MINEFID/
MCRP portant dérogation aux règles de la
comptabilité publique au profit des Editions
SIDWAYA.****LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- Vu** la Constitution;
- Vu** le décret n°2019-0004/PRES- du 21 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n°2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** la loi n°010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'établissements publics ;
- Vu** la loi n°057-2015/CNT du 4 septembre 2015 portant régime juridique de la presse écrite au Burkina Faso
- Vu** le décret n°2001-448/PRES/PM/INFO du 11 septembre 2001 portant création des Editions SIDWAYA ;
- Vu** le décret n°2014-609/PRES/PM/MEF/MFPTSS du 24 juillet 2014, portant conditions et modalités de création, de gestion et de suppression des établissements publics de l'État ;
- Vu** le décret n°2014-613/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ;
- VU** le décret n° 2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement ;
- Sur** rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;
- Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 16 décembre 2019 ;

DECRETE

Article 1 : En application des dispositions de l'article 45 du décret n°2014-613/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, il est accordé aux Editions SIDWAYA, Etablissement Public de l'Etat, une dérogation aux règles de la comptabilité publique.

La gestion financière et comptable de l'Etablissement, « Les Editions SIDWAYA », est tenue conformément aux dispositions de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA).

Article : L'Etablissement « Les Editions SIDWAYA » est notamment soumis aux contrôles des corps de contrôle de l'Etat, au respect de la réglementation en vigueur sur la commande publique, à la certification de ses états financiers par un commissaire aux comptes, à la transmission des états financiers à la Cour des comptes et au respect des soldes caractéristiques de gestion et de performances dans ses principales missions.

Article 2 : Il est accordé aux Editions SIDWAYA, Etablissement public de l'Etat à caractère administratif, une dérogation en matière de rémunération salariale.

La dérogation en matière de rémunération salariale s'entend d'une amélioration de la grille salariale des EPE en vigueur au profit des « EDITIONS SIDWAYA ». Toutefois, l'amélioration salariale doit être en cohérence avec la situation financière de l'Etablissement. Aussi, l'incidence financière de la dérogation en matière de rémunération salariale, au profit de l'ensemble des agents de l'établissement doit être couverte en totalité par les recettes propres de la structure.

Article : La grille salariale applicable aux agents des « Editions SIDWAYA » est adoptée par son Conseil d'administration et soumise aux Ministres de tutelle pour approbation. Cette grille ne devient exécutoire qu'après son approbation expresse par le Ministre chargé des Finances.

Article 3 : Les dispositions du présent décret complètent les dispositions du décret n°2001-448/PRES/PM/INFO du 11 septembre 2001 portant création des Editions SIDWAYA.

Article 4 : Un contrat-plan, fixant les obligations et engagements de chaque partie, est signé entre le Gouvernement et « Les Editions SIDWAYA ».

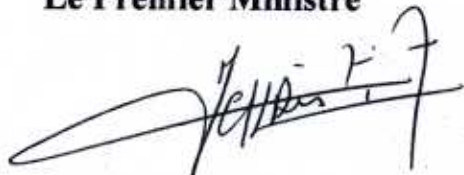
Article 5 : Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 15 janvier 2020

Article : Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.


Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre



Christophe Joseph Marie DABIRE

Le Ministre de l'Economie, des
Finances et du Développement



Lassapé KABORE

Le Ministre de la Communication
et des Relations avec le Parlement



Rémis Fulgance DANDJINOU

Christophe Joseph Marie DABIRE

Le Ministre de l'Economie, des
Finances et du Développement

Le Ministre de la
Communication et des Relations avec le Parlement